

DORU RADOSAV
Professeur d'histoire contemporaine
Université de Cluj

LA RESISTANCE

ANTICOMMUNISTE

EN ROUMANIE

1944 – 1989

La résistance anticommuniste en Roumanie a été un phénomène historique spécifique de l'époque contemporaine et, également, un épiphénomène à partir du moment où le régime communiste s'est pleinement institutionnalisé et instauré dans la société roumaine. Chronologiquement, elle s'est prolongée pendant quarante-cinq ans, prenant différents aspects en fonction du contexte d'oppression instauré par les autorités communistes. Son ampleur a été aussi soumise à une dynamique, en fonction de l'évolution du processus d'instauration du communisme, qui fut une action de force, violente, avec des implications sur les plans politique – destruction du système démocratique, parlementaire et de la pluralité des partis roumains –, économique – étatisation et suppression de la propriété individuelle –, spirituel et culturel – révolution culturelle, système d'enseignement calqué sur le modèle soviétique, suppression et persécution des cultes religieux.

Sur ce fond historique, on peut reconstituer le mouvement de résistance anticommuniste, dirigé au début contre le processus de « soviétisation » du pays qui supposait, dans les conditions du régime d'occupation soviétique, de transformer et de soumettre l'économie roumaine, et d'introduire, à l'aide des communistes roumains, des modèles institutionnels soviétiques – dans l'économie, dans l'agriculture, dans l'appareil de répression (« militia » et « securitatea ») –, d'intensifier la propagande et l'idéologie soviétiques – par la réforme de l'enseignement en 1948, la révolution culturelle et l'annulation de la conscience historique et nationale des Roumains –, de présenter le nouveau modèle d'« homo sovieticus » et de pervertir toute la hiérarchie des valeurs sociales.

Formes et typologies

La résistance anticommuniste de Roumanie¹ s'est manifestée sous diverses formes. On peut donc l'étudier à travers ses buts, ses stratégies, ses structures sociales, son impact, sa durée, les zones géographiques où elle s'est manifestée.

La typologie de la résistance anticommuniste de Roumanie peut être étudiée sous les aspects suivants :

- La résistance armée anticommuniste dans le cadre de certains groupes paramilitaires de partisans (maquisards).
- Les organisations et groupes civils qui ont déployé une propagande anticommuniste et qui regroupaient des intellectuels, des étudiants, des élèves, des ouvriers, des paysans etc.
- Les cercles d'intellectuels laïques et religieux constitués comme groupements de réflexion et d'entretien des idées anticommunistes.
- Les mouvements étudiants à caractère anticommuniste, qui ont atteint leur apogée lors des manifestations antisoviétiques et anticommunistes de 1956, année de la révolution hongroise.
- Les actions clandestines de résistance religieuse, surtout celles qui visaient la pratique de la religion gréco-catholique, supprimée par les communistes en 1948, ainsi que d'autres manifestations de résistance religieuse dans le cadre des cultes néo-protestants interdits par le communisme.
- Les attitudes et formes de manifestation anticommunistes dans le monde des intellectuels concernant la récupération de la conscience historique, qui ont atteint leur apogée en 1957-1958, lorsque on a marqué la 500^e anniversaire de l'accès au trône de Moldavie du Prince Stefan cel Mare, perçu dans la mémoire collective comme le symbole de l'indépendance et de l'identité ethnique, alors même que la Bessarabie et la Bucovine, régions appartenant à la Moldavie d'autrefois, se trouvaient sous occupation soviétique.
- Les mouvements de grève et de sabotage des ouvriers, qui ont atteint leur apogée dans les années 1970 et 1980 – la grève des ouvriers de Braşov en 1987.
- Les mouvements de paysans prenant la forme de protestations et d'émeutes contre la collectivisation de l'agriculture.
- L'organisation de syndicats libres à partir de 1977, comme par exemple le SLOMR (Syndicat libre des travailleurs de Roumanie) et le syndicat Libertatea (Liberté).
- Les actions des intellectuels dirigées, entre 1983-1988, contre la « systématisation » des villes, qui visait la destruction des monuments historiques et architecturaux de Bucarest et d'autres villes.
- Les actions de protestation de la société civile contre la destruction de villages, devenue ultérieurement, sous sa forme de solidarité de l'opinion publique internationale en 1988, l'Opération Villages roumains.
- La dissidence roumaine qui a commencé à prendre des formes actives en 1977.
- Une résistance informelle localisée au niveau de la communication, de la psychologie et des mentalités collectives par le

folklore anticommuniste, la paralittérature, l'humour et par la dérision de l'idéologie et de la réalité communiste ou dans des œuvres de littérature d'écrivains chrétiens plus ou moins dissidents, dans des pièces de théâtre, utilisant une sémantique euphémisée mais anticommuniste.

Telles sont les principales formes de résistance anticommuniste, mais la variété et la multitude de ces manifestations reste encore à décrire à travers de futures recherches interdisciplinaires, subordonnées à l'objectif de la reconstitution historique du phénomène de la résistance anticommuniste. L'historiographie roumaine définit deux grandes étapes de la résistance anticommuniste, qui se recouvrent en partie sur le plan chronologique, mais qui sont pourtant distinctes par leurs formes essentielles de manifestation.

La première étape correspond à la période de la résistance armée, entre 1944 et 1962, la seconde à celle de la résistance civile, entre 1953 et 1989. Ces périodes mettent en évidence le fait que la société communiste s'est bâtie et n'a pu exister qu'à partir d'un perpétuel *casus belli*, étant une « société punitive »² dans la définition donnée par Michel Foucault – une société où l'ennemi de classe fait l'objet d'un racisme d'Etat. La société communiste en tant que société ordonnée était l'expression d'un biopouvoir, qui était son mot d'ordre, sa raison d'exister. Sous le communisme, la dialectique de la persuasion c'est la guerre. Or, devant cette guerre perpétuelle et généralisée, les formes de résistance ont été diverses et permanentes. La résistance est une conséquence de la guerre et de l'oppression, c'est la transcription de la guerre dans l'espace de la liberté, jamais entièrement étouffée. Une résistance organique s'oppose toujours à une oppression ordonnée.

L'historiographie

Le phénomène de la résistance anticommuniste a été jusqu'en 1989 un sujet tabou dans l'historiographie communiste. Ce phénomène, dans sa première époque, entre 1944-1948, ne transparaissait qu'à travers les discours triomphaliste de l'historiographie communiste, qui proclamait que le socialisme avait vaincu « l'ennemi de classe », « les ennemis de l'ordre public et des conquêtes révolutionnaires ». Mais cet ennemi vaincu par le camp du « Bien », le communisme, n'était pas identifié, ne portait aucun nom et était mis sans nuance dans le camp du « Mal ».

Les synthèses historiques qui restituent le chemin conduisant à l'instauration de la démocratie populaire et du socialisme, cachent le phénomène de la résistance qui n'est connu que par intuition, dans la mesure où la nouvelle armée, la Milice et la Securitate, organisées en 1948-1949 sur le modèle soviétique, avaient pour but « la répression des complots, des sabotages et autres actions hostiles dirigées contre le peuple travailleur³ ».

Mais le thème de la résistance anticommuniste a été occulté par un discours politique euphémisant où l'on s'efforçait de maintenir l'idée que la vigilance révolutionnaire devait s'opposer à « l'ennemi de classe ». et quand il figurait dans les articles de presse, les revues ou les publications de la Securitate ou de la Milice – par exemple la revue *Pentru patrie* (Pour la patrie) – les représentants de la résistance armée anticommuniste

n'étaient présentés que comme des « bandits » qui avaient été anéantis grâce à toute une série de victoires où les actions armées des soldats et des officiers des troupes de la Milice et de la Securitate étaient présentées sur le mode héroïque. Mais ces revues, à diffusion restreinte à ces deux institutions, ne sont parvenues que d'une manière indirecte à contaminer le discours public de l'histoire contemporaine.

Le thème de la résistance anticommuniste était présent dans certaines œuvres de littérature qui abordaient l'histoire de la collectivisation des campagnes, mais elle était représentée par les paysans cossus, considérés comme des exploités classés dans la catégorie des personnages négatifs, qui s'opposaient à la confiscation des propriétés. Ce thème est présent dans les romans de Mihail Sadoveanu, Titus Popovici, Ion Lăncrănjan – des représentants de la littérature engagée au service de l'idéologie communiste – ou dans les romans policiers qui idéalisent la lutte de la Milice et de la Securitate contre les « bandits » qui résistaient dans les montagnes.

Ce thème de la résistance où des personnages négatifs sont opposés au mythe de l'édification du communisme salvateur, libérateur et justicier, se retrouve dans la littérature de type didactique, qui avait pour but de modeler la conscience des élèves dans le sens de l'idéologie communiste. Un exemple classique en est le poème de Lazar de la Ruscaï, du poète communiste Dan Deșliu, dont le héros, Lazăr Cernescu, était omniprésent dans les manuels scolaires où il apparaissait comme la victime emblématique, et le héros, de la lutte contre les partisans anticommunistes dans les montagnes de la région du Banat. Ce personnage a fait une longue carrière dans le martyrologe du communisme roumain, en compagnie d'autres héros de la lutte du Parti communiste dans l'illégalité. Ainsi, le thème de la résistance s'est trouvé « exilé », au sens propre et figuré, de l'historiographie roumaine au point qu'on ne pouvait le rencontrer que dans les œuvres publiées à l'étranger par les représentants de l'exil roumain en Occident : surtout celles des représentants de « Mișcarea legionară » : Horia Sima, Filon Verca, Faust Brădescu⁴ etc. Ou bien, dans des œuvres appartenant à des personnalités roumaines consacrées dans les milieux académiques de l'Occident comme Ghita Ionescu, Vlad Georgescu⁵ etc.

Le thème de la résistance anticommuniste a été repris et développé dans la presse et dans l'historiographie après 1989. Sujet interdit, occulté par la propagande et l'idéologie communistes, il a d'abord été récupéré en par le journalisme, donnant lieu à de nombreuses interviews, les anciens combattants de la résistance multipliant les évocations dans des volumes de mémoires. Une recension bibliographique des articles sur la résistance anticommuniste de 1945 à 1965, effectuée à partir de 35 journaux et revues parus entre 1990 et 1994, indique que de 250 à 400 articles par an, ont été publiés à ce sujet. Si au début, en 1990-1991, y prédominaient une forme et une tonalité de feuilleton, avec des articles de reconstitution de la résistance, ceux-ci ont adopté ensuite une forme plus proche des exigences de l'histoire, s'attachant aux sources orales comme aux archives.

Marquée par la transition vers un régime démocratique, ce qui suppose une longue série de métamorphoses et corrections sur les plans

du discours historiographique et de l'éthique professionnelle, le travail d'histoire sur la résistance anticommuniste étant surtout le fait d'organisations de la société civile – l'Académie civique ou la Fondation Memoria –, n'a pas été dès le début un sujet accepté par les milieux académiques (institutions de recherches, universités). Cette méfiance à l'égard de ce thème tenait également à certains aspects de la mentalité de nombre d'historiens, fortement marqués par l'idéologie communiste, surtout en ce qui concerne le groupe des spécialistes en histoire contemporaine. Les obstacles rencontrés par l'approche de ce thème sont d'ailleurs devenus, ensuite, l'objet d'une recherche institutionnalisée pour certains instituts d'histoire de l'Académie ou du milieu universitaire. Notons ainsi la création, en 1993, de l'Institut national pour l'étude du totalitarisme, auprès de l'Académie roumaine, et de l'Institut d'histoire orale à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj. Soulignons aussi la publication de certains résultats de recherche sur ce thème dans des revues et annuaires comme « Les archives du totalitarisme », la revue *Memoria*, les publications du Mémorial de Sighet et de l'Institut d'histoire orale de Cluj.

La résistance anticommuniste a connu sa forme la plus aiguë entre 1944 et 1962. Selon certains historiens, elle est celle qui se serait manifestée de la manière la plus large, la plus tragique et la plus longue – dix-huit ans – parmi les formes de résistance au communisme dans les nations de l'Europe de l'Est occupées par les soviétiques⁶.

Elle connaît une première période qui commence en 1944, au moment où l'armée soviétique envahit la Roumanie, et se termine en janvier 1948, au moment où le roi Michel est contraint à l'exil. Cette période se compose elle-même de trois moments bien distincts en raison même du type de résistance opposé à l'URSS et au communisme. et trois types de résistance déroulés entre mars 1944 – août 1944, entre le 23 août 1944 – l'automne 1945 et entre 1945-1948.

Le premier, qui court de mars à août 1944, intervient quand les troupes soviétiques occupent le nord de la Roumanie et la Bucovine. A l'initiative de l'Etat-major de l'armée roumaine sont organisés des « bataillons régionaux fixes » constitués de militaires et volontaires civils, qui ont la mission d'empêcher les infiltrations soviétiques sur la ligne de front, tout en menant des actions de diversion et en collectant l'information. Ces bataillons ont existé dans les départements de Neamţ et Vrancea, mais le plus connu et le plus actif était celui de Bucovine, constitué de soldats et de volontaires civils tant roumains qu'ukrainiens. Ils étaient constitués de plusieurs pelotons et compagnies commandés par des instituteurs, officiers de réserve originaires des villages de la Bucovine. Quand les troupes soviétiques ont progressé en territoire roumain, ces bataillons se sont transformés, à partir de mai 1944, en groupes d'autodéfense face aux pillages, viols et crimes commis par l'armée soviétique d'occupation. Après avoir atteint le chiffre d'environ 1 300 hommes, le bataillon de Bucovine s'est replié avant de se disperser en groupes et unités mobiles de 15-20 combattants.

Le deuxième moment a été inauguré le 23 août 1944, quand la Roumanie a retourné ses armes contre l'Allemagne, et a duré jusqu'à l'automne 1945. Il a été marqué par l'activité d'unités antisoviétiques,

parachutées par les Allemands en Roumanie et constituées surtout d'anciens légionnaires pro-allemands qui s'étaient réfugiés en Allemagne et en Autriche après 1941. Ils avaient pour mission de créer, derrière le front roumain-soviétique, un Mouvement de résistance nationale qui devait renverser la situation politique intérieure et inscrire à nouveau la Roumanie dans l'alliance avec l'Allemagne. Du 6 mars 1945 au 10 décembre 1945, 17 groupes de 30 à 50 de ces combattants ont été parachutés et ont agi dans tout le pays.

Le troisième moment se situe entre décembre 1945 et la fin de l'année 1947 est se caractérise par l'action de l'organisation Haiducii lui Avram Iancu. Divizia Sumanelor negre – Les Haïdouks de Avram Iancu. La Division des bures noires –, constituée au début en Transylvanie, et formée de soldats, d'officiers et de volontaires civils, sans aucune appartenance politique particulière, mais avec un profond caractère national; elle était dirigée contre les actions philosoviétiques et communistes dans le pays, en réponse à la politique soutenue par le gouvernement procommuniste de Dr. Petru Groza, installé par les soviétiques en mars 1945. Cette organisation était structurée en unités, les plus petites comptant de 50 à 100 combattants, et les plus grandes atteignant jusqu'à 2 000 combattants. Elles étaient concentrées dans les trois provinces historiques : la Transylvanie, la Moldavie et la Munténie. A côté de ces grandes organisations, paramilitaires existaient de nombreux groupes civils et d'autres à structure militaire – environ 35 –, qui ont agi simultanément entre 1945 et 1947, tout en déployant une importante activité de propagande anticommuniste.

La deuxième grande période de la résistance armée anticommuniste, la plus ample et la plus complexe par sa manière d'opérer et par sa présence sur le territoire, a été celle des années 1948-1962. Elle s'est déroulée dans le contexte d'une politique intérieure totalement communiste et philo-soviétique, alors que les partis démocratiques avaient été interdits et le roi Michel contraint d'abdiquer. Cette résistance reposait sur dix centres principaux présents dans tout le pays : onze groupes en Bucovine, douze au Banat, un à Braşov, six à Vrancea, trois à Sibiu, six au Maramureş, douze en Apuseni, cinq à Arad, trois en Dobrogea, deux à Bacău, deux à Muscel et deux à Făgăras. Au total, trente-cinq groupes de combat.

Certains de ces groupes s'étaient formés en fonction des opinions anticommunistes de leurs membres, en particulier ceux qui étaient visés par la répression après 1947 et la suppression des partis historiques, le Parti national paysan et le Parti national libéral. D'autres se sont organisés autour de personnes ayant de fortes convictions anticommunistes, mais qui n'étaient pas connues et donc en danger d'être arrêtées. Enfin, d'autres groupes se sont formés en réaction à des actions ponctuelles de la politique et de la répression communistes : la collectivisation forcée, l'imposition de quotas de livraison des récoltes et l'augmentation des impôts destinés à écraser la propriété paysanne, les répressions antireligieuses ou idéologiques. La solidarité et la fidélité au groupe étaient assurées par l'obligation de prêter serment devant des prêtres. Des officiers de l'ex-armée roumaine représentaient environ 60% de l'encadrement de ces groupes, mais y figuraient aussi des instituteurs,

professeurs, employés, ingénieurs, avocats, médecins, commerçants, prêtres, paysans, gardes forestiers, étudiants et élèves.

Les formes d'organisation visaient en premier lieu à assurer la clandestinité, ces groupes étant créés dans des zones stratégiques – les montagnes, le delta du Danube –, tandis que d'autres, moins nombreux, agissaient dans les villes – Cluj, Timișoara, Arad, Caransebeș, Câmpia Turzii, Făgăraș – ou dans la campagne. Tous étaient en liaison avec les centres situés en montagne. La structure des camps de montagne comprenait des dépôts de munition, des abris – dont l'emplacement changeait selon la saison, les actions de la Securitate, les possibilités d'accès et de refuge en cas de danger. L'arsenal était constitué d'armement léger : revolvers, pistolets automatiques, fusils, mitrailleuses. Les groupes variaient entre 10 et 200 personnes, et 30 à 40 combattants en constituaient le noyau basé en permanence dans la montagne, les autres étant dispersés dans les localités sous les ordres du centre et agissant dans des conditions spécifiques imposées par la direction du groupe. Au moment des opérations – la confrontation armée avec la Securitate –, les partisans étaient en formations plus petites, de trois à cinq combattants, constitués pour les actions de guérilla⁷.

Les objectifs de ces groupes de résistance armée étaient d'une grande diversité, soulignant ainsi leurs caractéristiques propres et la spécificité de la résistance anticommuniste. Le principal objectif était de préparer une insurrection nationale contre le régime communiste, dans l'hypothèse d'un conflit international entre l'URSS et les pays occidentaux, et juste au moment où les troupes américaines entreraient dans le pays. Cela impliquait les actions suivantes :

- Le soulèvement de la population pour libérer quelques villes ou centres urbains importants de l'administration communiste. C'était la mission des groupes de Banat.
- Des actions en force contre les entreprises, les institutions, les sièges de la Milice et de la Securitate.
- Des actions militaires de protection de la propriété – par exemple pour les groupes de Vrancea – et de neutralisation des activistes communistes qui forçaient les paysans à entrer dans les kolkhozes.
- L'organisation de révoltes paysannes contre la collectivisation.
- Des actions armées contre l'ingérence des autorités soviétiques dans l'administration locale. Ainsi la résistance au Maramureș agissait contre les activités des philosooviétiques qui voulaient annexer ce territoire du nord du pays à l'Ukraine.
- L'organisation de sabotages sur les lignes de chemins de fer, dans la zone pétrolière, sur les axes de communication, et d'embuscades dans les défilés des grandes rivières Someș, Mureș, Olt.
- Des actions ponctuelles pour détruire les panneaux portant les mots d'ordre communistes, et les registres de quotas que les paysans étaient obligés de verser à l'Etat communiste.
- Une activité politique et de propagande anticommuniste impliquant l'impression et la publication de manifestes, la destruction de la propagande communiste, la propagande anticommuniste de bouche à oreille parmi les intellectuels, les élèves, les paysans et les ouvriers. La

propagande anticommuniste a été diffusée dans les zones d'action des groupes, mais aussi dans de grands centres urbains – par exemple à Timișoara et Apuseni.

- Le maintien des contacts entre les groupes de combattants et les communautés qui les soutenaient par des messages chiffrés.

- Dans certains cas, les groupes de partisans – par exemple ceux d'Apuseni – ont même adressé des messages aux ambassades occidentales à Bucarest (Etats-Unis, France) pour les informer de la présence des mouvements de résistance et établir des contacts avec le monde occidental au cas où une insurrection aurait été déclenchée à l'approche d'une guerre éventuelle entre l'URSS et les Etats-Unis.

- Des actions stratégiques et logistiques concernant le ravitaillement en nourriture dans les villages et les villes situés à proximité des centres de résistance de la montagne.

Les formes de répression exercées par les autorités communistes contre le mouvement de résistance ont été très variées. Elles ont d'abord opéré des arrestations dans les réseaux d'appui logistique des partisans et ont persécuté les familles de ceux-ci. La tactique la plus fréquente a consisté à infiltrer des informateurs militaires ou civils parmi les partisans, ou à recruter des informateurs parmi les membres des familles de partisans. La forme la plus dure de répression a été l'exécution exemplaire de partisans dont les cadavres étaient exposés publiquement dans les localités proches des centres de partisans – par exemple au Banat. Pour accélérer le rendement de la répression, les autorités ont offert des primes en argent pour leur capture – par exemple contre les groupes de Vrancea. Les sanctions contre les membres du mouvement de résistance étaient la condamnation à mort, l'emprisonnement à vie ou de longues années de détention qui se sont prolongées jusqu'en 1964, année de la libération massive des détenus politiques de Roumanie.

Le discours public élaboré par le mouvement de résistance anticommuniste a incorporé toute une série de valeurs et notions symboliques – la nation, la foi religieuse, la liberté, la légalité – qui apparaissent dans les manifestes anticommunistes diffusés par les groupes de partisans. La sémantique des noms de ces groupes était symbolique et formée de syntagmes et de dénominations qui renvoyaient à l'histoire nationale, à des personnalités et héros du passé glorieux: Decebal, Ștefan cel Mare, Mihai Viteazul, Avram Iancu, Vlad Tepeș. D'autres dénominations renvoyaient de manière explicite à une sémantique de la croisade – ainsi le groupe Croix et épée en Apuseni – ou évoquant les haidouks, ces justiciers bien connus de la tradition populaire – par exemple, les haidouks de Muscel en Muntenie, les haidouks de Avram Iancu en Apuseni. D'autres enfin renvoyaient à une sémantique royaliste – par exemple La Garde blanche en Rodnei et l'Armée blanche en Apuseni. Les mêmes signes sont reconnaissables sur les vêtements paramilitaires des partisans : épauettes à croix, brassards blancs à banderole noire chez le groupe de Vrancea ou bonnets de fourrure à croix en tricolore roumain et blason royal dans le groupe du Banat.

La perception populaire de ces groupes, entre réalité et imaginaire, transposait une série de clichés de longue durée et la figure du partisan bénéficiait de transfigurations légendaires. Ainsi, certains partisans étaient

assimilés aux haïdouks, ces héros populaires, invulnérables aux balles, en possession d'objets miraculeux reçus en cadeau de la part du roi ou de l'empereur – expressions de certains adoubements de chevaliers du Moyen Age, par exemple Gh. Pașca de Maramureș –, ou bénéficiant d'apparitions miraculeuses et salvatrices dans des situations limites – par exemple, le partisan Sfârloaga du Banat. Transmise par la mémoire collective, la perception des groupes de partisans glisse aisément de la réalité au mythe, preuve que le mouvement de résistance anticommuniste a eu un fort impact sur la conscience collective.

Les dernières formes de résistance anticommuniste ont duré jusqu'en 1962, lorsque le dernier partisan de Roumanie, le paysan Ion Banda du Banat a été exécuté. Et même si le thème n'est plus tabou, la résistance armée anticommuniste de Roumanie a été un phénomène historique de grande importance, qui attend encore le travail historique qu'elle mérite.

Bibliographie

- C.N.S.A.S., *Bande, bandiți și eroi*, Bucarest, Ed. Enciclopedică, 2003.
Idem, *Mișcarea armată de rezistență anticomunistă din România, 1944-1962*, Bucarest, Ed. Kullusys, 2003.
Analele Sighet, II, *Instaurarea comunismului între rezistență și opresiune*, Bucarest, Ed. Fundația Academia Civică, 1995.
Anuarul Institutului de Istorie Orală, vol. I-V, Cluj, Presa Universitară Clujeană, 2000-2004.
R. Ciuceanu, O. Roske, Cr. Troncotă, *Inceputurile mișcării de rezistență din România*, vol. I, Bucarest, Ed. Institutului Național de Studiere a Totalitarismului, 1998
C. Ionițoiu, *Rezistența anticomunistă din Munții României*, Bucarest, 1993.
Idem, *Cartea de aur a rezistenței românești împotriva comunismului*, vol. I-II, Bucarest, Ed. Hrisovul, 1995-1996.
R. Ciuceanu, *Mișcarea națională de rezistență din Oltenia, 1947-1949*, Bucarest, 2001.
I. Gavrilă Ogoranu, *Brazii se frîng dar nu se îndoiesc. Din rezistența anticomunistă în Munții Făgăraș*, vol. I-III, Timișoara, Ed. Marineasa, 1993-1995.
Ioana Raluca Voicu Arnăuțoiu, *Luptătorii din munți. Toma Arnăuțoiu. Grupul de la Nucșoara*, Bucarest, Ed. Vremea, 1997.
I. Cireșanu Loga, *Rezistența anticomunistă din Munții Arinișului. 1947-1949*, Timișoara, Ed. Marineasa, 1997.
G. Bica, « Mișcarea de rezistență anticomunistă din zona Munților Banatului în memoria colectivă între anii 1946-1964 », thèse de doctorat, Universitățile Babeș-Bolyai, Cluj-Napoca, 2005.

M. Dobre, *Jertfe pe munți. Din rezistența armată anticomunistă din Munții Țibleșului-Maramureș și Țara Lăpușului*, Cluj-Napoca, Ed. Napoca Star, 2003.

A. Brișcă, R. Ciuceanu (sous la dir.), *Rezistența armată din Bucovina, 1944-1950*, vol.I, Bucurest, Ed. Institutului Național de Studiere a Totalitarismului, 1998.

Album memorial. Monumente închinat jertfei, suferinței și luptei împotriva comunismului, Ed. a II-a, Bucurest, Ed. Ziua, 2004

D. Radosav, V. Orga, A. Țentea, F. Cioșan, C. Jurju, C. Budeancă, *Rezistența anticomunistă din Munții Apuseni*, Cluj-Napoca, Ed. Argonaut, 2003.

NOTES

¹. Cf. M. Apostolescu, A. Bogdan, S. Desa, O. Roske, « Rezistența anticomunistă din România, 1945-1965. Retrospectivă bibliografică 1990-1994 », *Arhivele Totalitarismului*, n°1, 1995; M. Bărbulescu, D. Deletant, K. Hitchins, S. Papacostea, P. Teodor, *Istoria României*, Bucurest, Ed. Enciclopedică, 1998; G. Ionescu, *Comunismul în România 1944-1965*, Londres, 1964.

². M. Foucault, *Să apărăm societatea*, Bucurest, Ed. Univers, 2000, pp. 94-95.

³. M. Constantinescu, C. Daicoviciu, St. Pascu, *Istoria României*, Bucurest, 1965, p. 579.

⁴. H. Sima, « Pentru ce am pierdut războiul și am căzut sub jugul comunismului? », *Buletinul Comitetului Național Româno-American*, XV, 20 april 1972; F. Brădescu, *Guvernul de la Viena*, Madrid, 1974.

⁵. G. Ionescu, *op.cit.*; V. Georgescu, *Istoria românilor*, Los Angeles, 1984.

⁶. A. Brișcă« Rezistența armată anticomunistă din România », *Arhivele Totalitarismului*, Bucurest, n°22-23, 1995, p. 42.

⁷. *Ibidem*, passim